

3 €
ISSN : 1264 9112

le Coquelicot

revue libertaire de Toulouse

n°47
TRIMESTRIEL
juin
2006



Éduquons...



Refus de priorité

Déraison sociale 1



Précaires, mais vivants...

Déraison sociale 2



Retour à la casse

America



Poncho Villa...



... et du reste du monde !

ÇA M'ÉNERVE...

Clémensot Cépéheu Clirstrime Choucroute !

Les Croisières JACQUOT
Départ **TOULON**
Arrivée **BREST**
prix du billet: 7,5 M€ *

EXCLUSIF ! " par la route des Indes "

PROGRAMME INITIAL
Région méditerranéenne à bord sur les côtes de la région
Escala de 10 jours à Port Said (Egypte)
Inoubliable traversée du canal de Suez (supplément)
La Mer Rouge, le golfe d'Aden
La magie des côtes Indiennes à la jamaïque.

contribuable

● Les urnes n'ont pas le temps de refroidir, que déjà les concurrents s'alignent pour la course au clocher suivante. Ça s'appelle donc des écuries présidentielles et, tout naturellement, on peut les suivre à la trace, aux monceaux de crottin laissés sur leur passage...

Certains des canassons et les palefreniers à leur service qualifient l'accumulation récente de crottin de "crise de régime", ce qui est bien vu quand on parle de notre république bananière, mais tout laisse à penser que le trait d'esprit, pourtant évident, est involontaire... Les survivants fatigués des écuries de la gauche plurielle, qui n'avaient rien remarqué de la banqueroute frauduleuse du Crédit Lyonnais, des casseroles de Papamadit, des suicides Élyséens, j'en passe la liste est longue, et viennent aujourd'hui donner des cours de déontologie et de droit constitutionnel font en effet preuve, ici encore, d'un sens primesautier de la farce qui confirme, involontairement bien sûr, son caractère involontaire... Sauf à considérer qu'ils prennent les gens pour des imbéciles, ce que nous nous refusons de croire.

Ceux qui se souviennent encore du gaullisme immobilier et barbouzard, du pompidolisme immobilier et barbouzard, du giscardisme immobilier, barbouzard et diamantaire, pour le mitterrandisme voir plus haut, et qui n'ont pas d'écurie présidentielle à ménager, ont toutes raisons d'estimer que notre République une et divisible en parts de gâteau est une crise de régime à elle toute seule... Régime dont un Tony Blair calculateur en tailleur et un Berlusconi aigri d'un mètre-cinquante, qui fréquentent déjà la cuisine, rêvent d'accaparer la recette.

> Ravachefolle

un sens primesautier de la farce

ÉCOLE DE QUARTIER

Education Prioritaire

Les fortes turbulences sociales de l'automne dernier ont de nouveau attiré l'attention sur les quartiers qualifiés de "sensibles" et sur les problématiques, que ce soit dans la dimension symbolique ou dans la quotidienneté, dans lesquelles s'insère "l'École des banlieues".

Depuis plus de 20 ans, les écoles et collèges situés en zone urbaine difficile bénéficient d'un traitement spécifique à travers le dispositif ZEP. Mais s'inscrivant désormais dans l'ordinaire du paysage scolaire (et socio-éducatif), les Z.E.P. n'ont-elles pas ont dérogé peu ou prou à l'idéal de justice scolaire qui inspira leur création ?

Ami abonné, ami lecteur,

Le Coquelicot rebaptisé *Revue libertaire de Toulouse et du reste du monde* au numéro 46 entame avec ce numéro 47 un nouveau rythme de parution. De bimestriel (5 numéro par an), il devient trimestriel (4 numéros dans l'année plus un supplément spécial en fin d'année).

Explications : Tu remarqueras d'abord les 4 pages supplémentaires du présent numéro et qui enrichiront dorénavant chaque exemplaire de la formule trimestrielle. Le Coquelicot prend ainsi l'allure d'une revue "qui prend son temps" car courir derrière l'actualité avec un moteur diesel nous file des palpitations.

Allons-nous pour autant regarder passer les trains depuis notre talus ? Que nenni ! Tout en ménageant nos ventricules fébriles, nous avons décidé de mettre en circulation un véhicule plus léger capable entre deux numéros de chroniquer les révoltes quotidiennes du labyrinthe social.

Quel est ce nouvel engin te demandes-tu ? Le pistil noir ami lecteur, oui oui, Le pistil noir qui prendra la forme d'une feuille numérique mensuelle en ligne sur notre site internet (t'es déjà allé voir ? : <http://lecoquelicot.abri.org>).

La mission du Pistil : traquer de façon réactive, imagée et sonore tout ce qui nous titille dans le sens du poil libertaire. Et, en fin d'année, les pistils noirs se mélangeront les pétales rouges et constitueront ce supplément spécial du Coquelicot évoqué plus haut.

C'est beau non ?

> Sévy

et Politique de la ville : éduquer ou pacifier ?

Les Z.E.P. ont un quart de siècle !

Au cours de la période récente (à compter de 1997), les recommandations officielles ont ciblé l'essentiel de l'activité des zones autour d'un recentrage sur les apprentissages et d'une priorité à l'acquisition des savoirs et à la maîtrise des langages. En réalité, le fonctionnement des Z.E.P. a discrètement évolué vers la mise en œuvre d'injonctions hiérarchiques descendantes par un nombre d'acteurs resserrés autour de l'autorité rectorale (les groupes de pilotages Z.E.P. départementaux ou académiques, le coordonnateur Z.E.P. académique, les responsables de zones), et vers une propension à baliser au plus près le champ scolaire par des évaluations strictement sommatives dont le principal effet semble... d'avoir fourni la poudre aux artificiers de la statistique venus compléter par une approche strictement économique le débat déjà flamboyant sur les Z.E.P.

Ce faisant, la distance peu à peu accrue entre pôle de conception et pôle de réalisation a induit une perte globale et générale de sens touchant tout autant les enseignants que les élèves quand, dans une urgence pédagogique si redondante qu'elle s'est

peu à peu banalisée, les différents ministres qui se sont succédés rue de Grenelle depuis quinze ans imposaient aux responsables de terrain des mesures de circonstance plaidant rarement dans le sens d'un traitement d'ensemble de la question de l'échec scolaire. Cet état prolongé d'anomie institutionnelle, rythmé par l'agenda politique, n'est pas sans conséquences dans le fonctionnement ordinaire des Z.E.P.

Où sont les enseignants ?

Le fait qu'un enseignant débutant puisse manifester des intérêts personnels forts éloignés d'un idéal de justice scolaire avant de décider d'aller enseigner dans une zone d'éducation prioritaire n'a guère lieu d'étonner.

Réticences ou pas, le mode de nomination actuel conduit un nombre important d'enseignants débutants à se retrouver affectés en Z.E.P. et cela, sans formation particulière. S'il est avéré que l'arrivée de nouveaux enseignants est à même d'insuffler de la novation dans des équipes pédagogiques en place, le refus clairement affirmé depuis vingt-cinq ans quant à la possibilité de constituer des équipes pédagogiques constituées sur la base d'un projet

éducatif, occulte d'autant la perspective d'un traitement de l'échec scolaire sur un mode reposant d'abord sur les pratiques pédagogiques de terrain.

Où sont les Z.E.P. ?

Le monde de la recherche en éducation, hésitant entre la voie d'une symétrie aseptisée et celle d'une eschatologie stérile, se contente d'évoquer ces "Z.E.P. en réussite" sans pour autant les qualifier pas plus que de les repérer.

Le déficit de pilotage national et académique, conséquence directe des différentes périodes de déshérence politique, a engendré de tels dysfonctionnements que les équipes éducatives en place (et plus particulièrement les responsables de zone), contraintes de s'organiser par défaut, en sont à renoncer face à une situation professionnelle traversée par des sentiments d'isolement et d'abandon. Dès lors, que peut-il advenir d'un dispositif qui, objet de nombre de suspicions, repose pour l'essentiel sur une dynamique aujourd'hui obsolète parce que strictement adossée à de l'injonction ou de la préconisation ? Projets avortés, contractualisations univoques, partenariats sans accompagnement formel, balisent un ensemble éducatif sans aucun espace de conception commun.

Certes, des "Z.E.P. qui réussissent" existent bel et bien. Mais elles restent si marginales et réparties aléatoirement sur l'ensemble du territoire français qu'il est impossible d'en tirer des régularités. Il n'est donc guère étonnant qu'aucune Z.E.P. ne soit mise concrètement sur le devant des évaluations de l'éducation prioritaire aux fins d'initier un dynamique formatrice d'ensemble reposant,

non point sur une démarche de modélisation, mais sur "une mutualisation des ressources" ainsi que le préconisait la seconde relance des Z.E.P. en 1998.

Demain les Z.E.P. ?

Aujourd'hui, l'école des ZEP redécouvre la nécessité d'une relation de proximité avec les acteurs urbains du quartier. C'est cependant le seul "plan de cohésion sociale" et son volet concernant la "réussite éducative", qui préconise des partenariats ciblés autour de problématiques éducatives individualisées. Comme l'affirmation d'une certaine impuissance de l'école. Veille éducative, prévention violence, internats d'excellence, bourses au mérite, réintroduction d'une possible entrée en apprentissage dès l'âge de 14 ans, contrat de responsabilité parentale, conventions avec des établissements scolaires prestigieux (mais exclusivement implantés en Ile de France...), plates-formes de réussite éducative, ateliers relais, sécurisation des établissements, ..., constituent un faisceau de mesures qui ponctue l'absence d'une programmation d'ensemble.

Mais ces derniers avatars des politiques de discrimination positive, à défaut d'être pensés en référence à une conception d'ensemble de la scolarité obligatoire et à une définition claire de ses objectifs, œuvrent en cohérence. Il s'agit, sous des formes qui concourent en apparence à un mieux éducatif, de discriminer à la hausse tous les moyens politiquement recevables pour accompagner la contention de populations fragiles dans des lieux repérés et circonscrits, particulièrement la population scolaire.

► Patrick Saramon



comme l'affirmation d'une certaine impuissance de l'école

PÉTARDS MOUILLÉS

Cancéropôle et ballastière sont au bord de l'eau

**"Toulouse dort toujours sur une poudrière"
comme titrait La Dépêche du Midi du dimanche 16 septembre 2005...**

Mais la population n'a pas attendu que le quotidien l'écrive pour s'en convaincre, car qui, en passant sur la nationale 20 avant le 21 septembre 2001, qui n'a pas dit "un jour cette usine pétera !" ? Certainement sans le savoir les Toulousains, génération après génération, ont entretenu dans leur mémoire l'explosion de 1684 qui par miracle ne fit pas de victime mais envoya "ad patres" l'église des Récollets. Vieille histoire des Toulousains avec la poudre et ses dérivés chimiques. Pas moins de 14 explosions avant celle du 21 septembre 2005 qui coûta la vie à 31 personnes, fit plus de 5000 blessés et par la même occasion faillit rayer Toulouse de l'histoire mondiale.

Bien sûr cela n'était qu'un secret de polichinelle, voilà que resurgit le spectre des 4600 tonnes de nitrocellulose (produit hautement inflammable à l'air libre) enfouies depuis la première Guerre Mondiale dans des ballastières, immergées au gré des crues et des sécheresses de la Garonne. La construction du cancéropôle si cher à Douste-Blazy nécessite la dépollution (plus ou moins complète, selon les nécessités fluctuantes des relations publiques, de la santé et des plannings de chantier) du site de l'AZF et de son environnement pour le moins explosif.

A la suite à l'explosion de l'usine AZF, l'armée a dû racheter ces trous d'eau pourrie et veille maintenant sur ces

fameuses 4600 tonnes de nitrocellulose par un martial "Terrain militaire, défense d'entrer". La déclaration de l'armée dans cette même "Dépêche" n'est pas là pour rassurer : "Compte tenu de sa nature et de sa complexité, l'opération de dépollution s'étalera au-delà de l'inauguration de la mise en service du cancéropôle".

Fermez le ban...

Douste Blazy, ex ministre de la Santé nous promettait la première pierre du mirobolant cancéropôle pour l'été 2005, le Ministère de la Défense et des Ballastières, la dépollution pour plus tard et le Toulousain dort toujours sur une poudrière. "Plus Jamais ça, ni ici ni ailleurs" ?

> Bibas



l'armée a dû racheter ces trous d'eau pourrie

Nous n'irons plus au bois...

Il fallait être aux aguets, ce matin de la fin mai, ou particulièrement bien servi par le hasard, pour surprendre l'information brièvement donnée sur France Inter, et aussitôt disparue... Le terrain autour du Cancéropôle, bâti sur les ruines de l'AZF, sera planté d'arbres fruitiers, mais leurs fruits seront interdits à la récolte et à la consommation ! Et rien de plus, pas d'explications, pas de commentaires. Journaliste, c'est un métier...

Une explication donnée par François Simon : "C'est exact. Les critères de dépollution prévus permettront de créer un parc paysager mais les normes retenues interdiront toute récolte de fruits.

Il y a bien plus grave... Les critères de construction retenus ne sont pas ceux de l'habitat permanent. Dès lors, les normes sont minimales et retiennent un temps passé sur un lieu potentiellement toxique de durée limitée : pour les personnels soignants, leur temps de travail, 35 heures par semaine, pour les malades le temps de leur seule hospitalisation. On se permet ainsi de faire vivre, travailler, être soigné des personnes dans un lieu reconnu toxique, peut-être cancérigène, sur le seul prétexte qu'ils n'y vivent pas en permanence !!! Qui parmi nous, dans son logement actuel vit en permanence 24 heures sur 24 à son domicile ? Vous avez dit cynisme ? Répondez scandale !" Un arrêté préfectoral de décembre 2004, pour la réhabilitation du site d'AZF, interdisait la plantation de fruitiers... Soit il est toujours en vigueur, soit une coïncidence commode l'a fait disparaître...

Quant au transport et à la dispersion des terres polluées et toxiques, il sont pour une bonne part assurés par le vent d'Autant. Les clients du futur Cancéropôle sont déjà en formation continue dans les quartiers environnants...

> Ravachefolle, sous le vent...

SERVIS SUR UN PLATEAU

Le pot de terre contre le pot de béton...

Dans une région toulousaine surdotée en Centres Commerciaux,
un Mega/Hyper/ Super Centre commercial doit voir le jour en 2010 sur le plateau
de la Menude à Plaisance du Touch, jugez-en :

1 hyper, 27 grandes surfaces, 138 boutiques !! Plus 6000m² de restauration !!

Une folie, un projet pharaonique imposé dans la plus grande opacité par la multinationale américaine : Simon Property Groupe. Après avoir bétonné les USA, elle s'attaque à l'Europe en 1998, déjà 350 Mèga Centres en Espagne, Portugal, Italie, Russie, Turquie... depuis 2001 c'est le tour de la France !

Quelques problèmes pour s'implanter à Poissy, près de Paris, une résistance qui s'organise à Plaisance (Banlieue toulousaine). Après les commerçants et artisans, un Collectif Citoyen¹ vient de faire une manifestation spectaculaire sous forme de rallye automobile (voir journal de FR3 de samedi 11 février, de TLT Toulouse lundi 13 février, Radio Mon Pays, France Info et articles dans La Dépêche du Midi et la Voix du Gers). Des recours en justice contre l'avis favorable de la CDEC (Commission Départementale de l'Équipement Commercial).

Comment toutes les règles édictées jusqu'à aujourd'hui pour le schéma directeur de l'agglomération toulousaines ont été bafouées ? En l'état actuel de la voirie (routes), le projet ne pouvait même pas être déposé ! Quels intérêts puissants ont prévalu pour passer outre ? Puissances financières (investissements de fonds de pensions américains, patron du Printemps) ? Comment les services de l'État n'ont mystérieusement rien

trouvé à redire ? Comment le Maire de Toulouse et le Président de la Chambre de commerce ont pu voter un tel Projet qui va transformer ce secteur en un cauchemar ?

Autant de questions, qui font ressortir l'opacité de ce dossier. En huit petits jours pour un tel Projet, le Maire de Toulouse et le président de la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) ont changé d'avis. Comment après avoir juré ses grands dieux que plus jamais Labège, plus jamais Portet, on fait pire !! Ah, oui, l'argument développé par le Maire de Plaisance et les bétonneurs : 1500 emplois vont être créés. Vaste foutaise, si vous lisez " La grande distribution : système de corruption à la française " de Philippe Sassier et Jean Bothorel aux éditions Bourin, vous y apprendrez que pour 1 emploi créé par ces Mégas Centres, 4 à 5 sont supprimés dans la zone dans les années qui suivent !

On jette dans le consumérisme en détruisant tout lien social des populations pour le seul bénéfice des actionnaires des multinationales. Ce projet doit être retiré, c'est une catastrophe écologique et économique annoncée !

> Rinam

1- Blog : <http://collpg.i-clic.net>
et E.Mail : coll_anti_pg@hotmail.fr.



autant de questions, qui font ressortir l'opacité de ce dossier

MOTEUR À EXPLOSION

Un problème ignoré, dit à peu près un proverbe arabe, est problème résolu ! Praticé depuis des lustres par l'énarchie soucieuse de son plan de carrière, il laisse entrevoir quelques retours de flammes.

Couvrez feu sur un cendrier

Ah ! Les voitures qui brûlent !

Passant à vélo au-dessus de la rocade toulousaine fin novembre, j'en ai vu plein de pas grillées, autant qu'avant, pare-choc contre pare-choc. Pffff ! Fétu de paille, barbecue petits-bras que cet autodafé sur pneus. Elles en ont fait pourtant couler de l'encre ces boîtes en fer... En gros, c'était la faute à la suppression du service militaire, à la méthode globale et à la polygamie. Voilà les résultats sortis du labo d'analyse des sociologues convoqués, philosophes désarçonnés et autres concessionnaires extasiés. Ils ont condamné le geste incendiaire et affiché une commisération de dame patronesse pour les "causes sociales" de ces flambées. Ces jeunes se tromperaient de cibles en crâmant la voiture de leur voisin... Il y auraient d'autres moyens d'expressions plus "démocratiques". Voir pour cela du côté du succès de l'opération médiatico-politicarde "d'inscription massive sur les listes électorales".

Voilà, c'est logique : tu mets une automobile dans un incinérateur et à la sortie t'as une urne. T'as plus qu'à y mettre ton bulletin.



une commisération de dame patronesse

Retour... SUR

Visite aux quatre coins

Le coin chaud :

"Les émeutiers ripostaient à coups de pavés et de cocktails Molotov. Ils incendièrent les voitures, renversées en chicane, pour retarder l'avance de l'ennemi..."

Réné Viénet - *"Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations"* - juillet 1968

"Quand à l'incendie de Paris, oui, j'y ai participé. Je voulais opposer une barrière de flammes aux envahisseurs de Versailles."

Louise Michel - décembre 1871, audience devant le 6^e conseil de guerre

"Pourquoi je brûle la voiture de mon voisin ? Parce-que Sarkozy vient pas garer la sienne ici..."

Emeutier anonyme du Mirail au journaliste de Libération - décembre 2005

Le coin des pête-couilles :

"C'est une petite partie des jeunes qui passe à l'acte et pas n'importe lesquels : les études révèlent des êtres qui n'ont pas intégré des apprentissages minimaux de maîtrise de l'émotivité, de l'impulsivité et ne sont pas à même de se poser comme sujets si peu que ce soit autonomes."

Une philosophe dans les pages Rebonds de Libé - 28 novembre 2005

Le coin des vieilles ganaches :

"Remember" le service militaire "Quand on a été copain avec un berger qui gardait les vaches dans un champ, si on était ingénieur, on se comprenait les uns les autres parce qu'on a été quelques semaines ou quelques mois ensemble dans le même dortoir."

M. Roubaud président de la CGPME (confédération des petits patrons...)

Le coin des faux-culs porteurs d'urnes :

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, a affirmé que seul un service obligatoire, qu'il soit civil ou militaire, était "à même d'opérer un brassage social et républicain." En outre, le PS a fait valoir qu'il avait déposé fin 2003 une proposition de loi instituant un "service civique obligatoire, qui avait été balayée par le gouvernement et la majorité de droite", selon l'ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant.

Le reste de la gauche s'est également montré sceptique. Le Parti communiste a critiqué "l'annonce d'un vague service civil d'accompagnement et de formation" et dénoncé une "amaque". Les Verts ont souligné le risque "d'un nouveau contrat précaire pour les jeunes", ajoutant que le caractère volontaire du dispositif rendait le brassage social "hypothétique".

Même manque d'enthousiasme au sein de l'UDF, selon lequel "le service civil ne peut avoir de sens que s'il représente un caractère universel et obligatoire". "Sinon, on voit mal son utilité sociale", a souligné un porte-parole de l'UDF.

> Sévy... d'après AFP pour les citations récentes

les z'émeutes

La violence et ses limites

"Avec vos pétitions, manifestations et banderoles vous avez bonne mine, nous autres avec quelques nuits d'émeutes on a tout de suite obtenu quelque chose !..."

C'est à peu près le seul message "politique" qu'ont voulu faire passer en clair les quelques "jeunes des banlieues" qui se sont exprimés sur les "violences urbaines" de novembre.

Quelles leçons devons-nous en tirer ?

La violence paie-t-elle ?

On peut légitimement se poser la question et ce indépendamment de toute considération morale que l'on peut émettre à propos de cette violence.

Il est exact que les demandes réitérées des jeunes, des éducateurs, des associations, de toutes celles et tous ceux qui ont conscience de ce qui se passe dans les cités sont restées sans réponse et il est non moins exact que pour mettre fin aux violences, en plus des mesures répressives, un effort "social" quoique dérisoire, pour ne pas dire simplement financier, a été fait en direction des banlieues. Cet effort aurait-il été fait en l'absence de violence ? On peut en douter.

Alors il est exact que de brûler, casser, "passer à la télé" ça fait bouger les gouvernants. La question qui demeure c'est tout de même "qu'obtient-on ?"

Quelle est la rançon de la violence ?

Si les mesures prises en faveur des banlieues l'on été sous la contrainte, ce qui est le cas, il est bien évident qu'elles sont purement circonstancielles, autrement dit, ne faisant pas partie d'un plan politique, elles seront remises en question à la première occasion, sinon sur le long terme. Elles n'ont qu'un seul objectif : rétablir le calme.

On peut raisonner en disant "C'est toujours ça de pris !". C'est vrai, mais c'est aussi faire preuve d'une relative courte vue.

On peut aussi raisonner en disant "Plus on fait de dégâts, plus on obtient". Là on fait un raisonnement faux. Il n'y a pas proportionnalité entre l'intensité de l'action et ses résultats, et ce pour deux raisons :

- L'Etat est obligé (politiquement) d'imposer des limites à "l'insurrection" en particulier lorsque, volontairement ou non, elle déstabilise ou risque de déstabiliser le système, ou touche des intérêts vitaux ou politiques.

- le désaveu dans la population l'emporte sur la compréhension. L'effet d'entraînement, en l'absence de projet politique, ne jouant pas.

Dans les deux cas la répression s'abat sans que l'on n'obtienne rien, pas même le soutien de la majorité de la population. ...



Lettre ouverte à un bidon de pétrole

Tu brûles petit.

Tout ce que l'ordre social compte d'intermédiaires pontifiants se penche sur le tas de cendres pour passer au tamis de leur réflexion congelée les braises encore fumantes.

Tous se contredisent et tous disent la même chose sur le fil d'analyse du vieux monde funambule : carotte/bâton à gauche ou bâton/carotte à droite. Et selon qu'on s'écartera encore plus du point d'équilibre, on aura un peu plus de carottes ou... de bâtons.

Il y a de fortes chances, petit, pour que tu refuses d'avaler cet unique menu et qu'un certain déséquilibre déjà bien affirmé simplifie la pâtée, ce sera bâton/bâton si tu ne finis pas ton assiette.

Mais tu verras, bien présenté le plat aura une autre gueule. D'abord, il sera cuisiné à la sauce de l'égalité des chances, ce concept attrape-tout tellement creux qu'il forme un gouffre aussi béant qu'un trou d'obus dans une tranchée où tous les truffons présents avaient pourtant la même chance, celle d'éviter le dit-obus.

Ensuite, ce met sera accommodé au glacis acide du service civil, cette merveilleuse momie puante déterrée dans les chantiers de jeunesse du Maréchal Pétain. Parée de vertus civiques desséchées, elle marchandra ta glorieuse intégration officielle au... système marchand.

Bienvenue dans la classe moyenne prolétarisée. Dans la France des marionnettes endimanchées.

Déjà acquis à la mondialisation de la consommation, tes premiers pas de renouveau citoyen en seront facilités. Tu vas peut-être monter le marche-pied social et t'asseoir sur un strapontin au fond de l'autobus qui roule à toute berzingue sur les routes de la consommation du monde.

Ainsi, ensemble nous ferons tourner la grande roue de la fortune. Nous en palperons les contours devant les écrans virtuels bavant de concert quand elle se déshabillera et nous rembobinerons la cassette jusqu'à la nausée...

A moins, oui, à moins qu'on ne le crame ensemble cet autobus là... après en avoir piqué la caisse enregistreuse.

> Sévy

au sens propre comme au sens figuré, la violence paie peu

MOTEUR À EXPLOSION

La violence et ses limites

...

Tout compte fait, au sens propre comme au sens figuré, la violence paie peu. C'est cher payer pour les contestataires, pour des mesures conjoncturelles, probablement éphémères qui sur le fond ne changeront rien à la situation.

Une violence contenue

Ne nous faisons pas d'illusions, tous les Etats se sont prémunis contre le danger insurrectionnel. Ils ont mis au point toute une panoplie de moyens de plus en plus sophistiqués et efficaces :

- sur le plan militaire : les forces de répression sont nombreuses et bien équipées, quadrillent le pays, écoutent, fichent. Même l'armée est aujourd'hui uniquement formée de mercenaires. Finie la possibilité de

noyauter, retourner une armée de citoyens.

- sur le plan juridique : un arsenal dissuasif pouvant aller jusqu'au couvre feu partiel ou total

- sur le plan politique : le système électoral qui donne l'illusion du fonctionnement démocratique en jouant habilement de l'alternance et en faisant jouer l'épouvantail au FN. En cas de troubles graves, recours aux élections avec "remise des pendules à l'heure", on nous a déjà fait le coup.

- sur le plan idéologique, servie par des médias bien contrôlés par l'Etat et les puissances financières, la "pensée unique" structure les cerveaux, oriente les réflexions, suggère les réactions, manipule les sondages, crée les craintes "salutaires", indique les "bons choix".



Une telle organisation n'est pas nouvelle, elle a été éprouvée à toutes les époques de l'Histoire avec des variantes et bien sûr des moyens différents.

Il nous faut partir du principe que dans un affrontement direct, force restera au système. D'ailleurs un mouvement insurrectionnel, même parfaitement organisé, même avec des objectifs clairs, n'est pas forcément gage de succès, du moins sur le plan historique. L'exemple de la Révolution russe est là pour nous le rappeler.

Au-delà de la fascination de la violence

Le spectacle de la violence fascine, c'est bien connu et fait dire, et faire, souvent n'importe quoi, fait prendre la réalité pour ses désirs. La violence d'une révolte peut n'avoir rien à voir avec une stratégie de changement social, la preuve. Cela dit la violence de la révolte a un sens qu'il est nécessaire de décrypter. Exercice difficile car on est toujours tenté de faire dire à l'événement observé, ce que l'on souhaiterait qu'il dise, souvent plus que ce qu'il signifie réellement. Il peut y avoir un total décalage entre la violence de la révolte et les conditions nécessaires au changement. Croire que, parce qu'une révolte commence, révolte qui peut prendre différentes formes ("violences urbaines", grève générale,...), le processus de changement est engagé c'est s'exposer à de graves déboires et à une grande déception.

Il est regrettable, et somme toute symptomatique, que certains de celles et ceux qui dénoncent, à juste titre, le spectacle de la société marchande, tombent dans le piège du spectacle de la violence... le processus est identique même si l'objet est différent. Attitude à méditer...

Ce qui fait le succès d'un processus de changement, ce n'est pas l'acte final, qui peut être ou non violent, pas même la répétition systématique

de révoltes violentes, c'est tout ce qui précède, la mise en place de nouveaux rapports sociaux, et qui fonde le nouveau système. Or, nous n'avons comme vision de l'Histoire, à l'image de l'actualité dans les médias, que ce qui marque, ce qui est clinquant et spectaculaire. Cette vision nous donne une fausse impression de ce qu'est réellement la dynamique de l'Histoire. N'en rester qu'à cette vision superficielle nous condamne à reproduire le spectacle de ce qu'est véritablement notre impuissance, et la violence peut être alors le sur-déterminant qui nous permet de nous maintenir dans l'illusion de l'efficacité.

La stratégie du changement s'élabore à partir d'un autre champ, celui de la "praxis", celui qui substitue une alternative concrète, viable et donc crédible aux rapports sociaux qui ont fait leur temps.

L'expérience de la révolte est à double tranchant. L'impossibilité de dépasser le cadre trompeur de son image empêche d'en saisir sa véritable signification. C'est cette incapacité qui donne à la Violence un sens qu'elle n'a pas. C'est cette incapacité qui fait la différence entre révolte et véritable changement social.

> Patrick Mignard

Note du maquettiste :

Si les jacqueries d'hier, les mohamederies d'aujourd'hui, bref les débordements du trop-plein de ras-le-bol des laissés pour compte, étaient des démonstrations de maîtrise et d'intelligence pondérée propres à satisfaire l'intellectuel, ça se saurait...

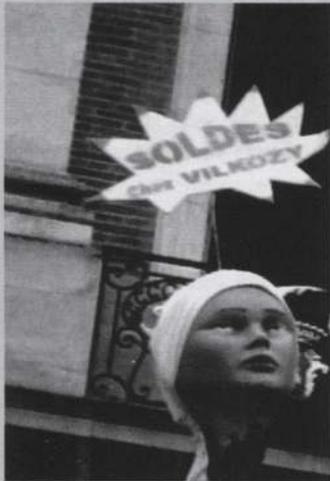
La révolution, c'est la jacquerie de trop qui prend la Bastille sans l'avoir prévu...

> Ravachefolle

dans un affrontement direct, force restera au système

VILLE REPEINTE

Les interluttants refusent la fosse commune !



Les luttes contre le C.P.E. ont donné l'occasion aux futurs salariés de l'entreprise libérale mondialisée de prendre la mesure du futur qui les attend. Les intermittents du spectacle, depuis bientôt une dizaine d'année, ont goûté à la machine à broyer les individus, les valeurs et les solidarités.

Patrick interluttant et comédien ne veut pas mettre sa tête sur le billot...

... même pour rire.

Le Coquelicot : Au niveau des intermittents vous avez une culture différente, qui n'est pas celle du salariat.

Patrick : oui tout à fait, après on se considère comme des travailleurs comme les autres mais c'est vrai que l'on a un système, je dirais de vie, de pratique, d'expérience qui est forcément différent, plus encore dans les mini collectifs que sont les compagnies artistiques avec les techniciens, les costumiers, les décorateurs... C'est vrai que l'on a une autre façon de vivre la solidarité, déjà on décide globalement par nous-mêmes. Cela devient de plus en plus difficile car on a de telles pressions du capital, que l'on ne peut plus faire le métier que l'on souhaite, on ne peut plus créer. C'est aussi une attaque face à la création. On nous fait comprendre que si l'on ne rejoint pas une compagnie hypersubventionnée, ou tel type de spectacle, on n'a pas besoin de créer, sinon on rejoint une compagnie d'amateurs.

Le Coquelicot : Peux-tu nous décrire la manière dont vous fonctionnez au

sein de votre compagnie, et avec les collectifs dans lesquels vous luttez ?

Patrick : Nous essayons de mettre en place dans notre compagnie, dans les assemblées générales et les coordinations un fonctionnement de démocratie directe, c'est à dire qu'on travaille effectivement en commission avec des gens qui prennent des décisions à certains moments, parfois de façon clandestine parce qu'il s'agit d'occupations, de blocages... et même si nous sommes infiltrés et que les flics veulent savoir où l'on va, c'est avec le souci d'une grande autogestion des tâches, sans délégation de pouvoir, ce n'est jamais acquis complètement, ça reste toujours à mettre en place et à faire fonctionner. Nous vivons dans notre société de telles pratiques, de telles habitudes que les gens ont souvent tendance à déléguer à des "activistes". On essaye toujours de se relier avec un maximum de gens de notre profession, et au delà, pour pouvoir fonctionner et prendre des décisions de façon la plus démocratique. Ce en quoi le mouvement des intermittents

est emblématique c'est cette manière qu'il a de faire vivre un autre modèle de société. On est conscient de porter ceci et de soutenir son extension à d'autres mouvements de précaires

Le coquelicot : Et ceux qui n'ont plus rien, ils sont passés au R M I ?

Patrick : Oui tout à fait il y en a beaucoup qui sont passés au R.M.I comme cela ce passe au niveau national quand les gens ne sont plus inscrits au chômage, ils sont sur les

minima sociaux. Et puis il y a le problème de l'intermittent du spectacle, on a réduit nos droits et on nous demande de faire plus de cachets dans l'année. Il y aussi qu'en France actuellement au niveau de la diffusion des spectacles vivants les budgets sont tellement réorientés ou restreints que beaucoup de municipalités, d'associations et de centres culturels n'ont plus les moyens de faire venir des compagnies du spectacle vivant. Par exemple ils vont concentrer leurs budgets sur des gros



une autre façon de vivre la solidarité

VILLE REPEINTE

Les interluttants refusent la fosse commune !

... événements une fois par an en faisant appel à du théâtre de rue parce que c'est à la mode actuellement, même si parfois c'est du travail de grande qualité. Cela au détriment d'un travail de terrain, lorsque les associations culturelles ou les municipalités faisaient venir régulièrement tous les quinze jours, tous les mois, des spectacles. Ce qui fait que nous avons beaucoup moins de contrats qu'auparavant, et ces contrats sont beaucoup moins bien payés. Par exemple au Lazzi théâtre, et on est loin d'être les seuls, nos spectacles nous les vendons au même prix qu'il y a dix ans. Il y a des représentations que nous jouons en dessous du prix il y a dix ans nous aurions refusé de jouer dans ces conditions. On est amené à être de plus en plus précaires, à accepter. Jusqu'où ira-t-on ?

Le Coquelicot : Que peux-tu nous dire sur votre mobilisation ?

Patrick : La mobilisation est beaucoup plus difficile pour le moment, parce que ce n'est que le début du mouvement, elle est beaucoup plus difficile qu'en 2003, d'une part entre dix et vingt-mille intermittents ont disparu du régime d'indemnisation, certains ont arrêté complètement leur métier de décorateur, de technicien, de musicien, de comédien..., d'autres ont continué mais en étant au RMI donc ça fait beaucoup de gens qui sont sortis de ce système. Et puis, le nouveau protocole signé en 2003 a tellement précarisé les personnes, qu'il fait que chacun court après le cachet, chacun court après un petit contrat de manière à pouvoir ainsi avoir le nombre d'heures nécessaires pour renouveler ses droits.

le coquelicot : donc précarisation du statut plus baisse du coût du travail...

Patrick : Exactement, ce qui fait que les coups arrivent de partout. C'était programmé depuis pas mal d'années puisque l'on a commencé à perdre sur nos droits dès la gauche au pouvoir. Le premier gouvernement qui s'est attaqué aux intermittents du spectacle et à nos droits de façon significative c'est le gouvernement de Martine Aubry, à l'époque ministre du travail. Il a donné l'agrément à un premier protocole qui réduisait déjà considérablement les droits, cela s'est construit durant des années et là, en 2003, ça a été le coup d'arrêt à beaucoup de projets de spectacles et le départ de beaucoup de travailleurs pour la précarité organisée.

Le Coquelicot : Et sur Toulouse qu'en est-il de la solidarité avec d'autres travailleurs et groupes en lutte ?

Patrick : Un groupe de gens très déterminés à relancé à l'automne la

coordination des intermittents et précaires en Midi-Pyrénées, et de là un maximum de rencontres, d'assemblées générales et d'actions ont permis de relancer le mouvement. Dans cette coordination on travaille aussi avec la C.G.T-spectacle en sachant qu'il y a des tronc communs, des revendications qui sont communes, mais il y a aussi parfois des divergences et des différences d'appréciation. Cette coordination est intéressante dans le sens où il y a beaucoup de parité homme/femme ce qui n'était pas forcément le cas avant. Elle est intéressante aussi par tous les gens différents qu'elle rassemble, il n'y a pas que des intermittents du spectacle, il y a aussi des gens qui sont dans le milieu du spectacle mais qui ont basculé dans les régimes d'indemnisation précaires comme le RMI ou autre, ou bien sont sans aucune ressource. Cette coordination a appelé aussi à mettre en place

différentes actions au-delà des manifestations, comme l'occupation de lieux de la vie sociale et politique de Toulouse.

Le Coquelicot : le 18 mars 1871 le peuple de Paris avait récupéré les canons et c'est la date qui marque le début de la Commune. Dans cinq minutes va commencer la manifestation. Qu'en penses-tu ?

Patrick : Le spectacle du Lazzi-théâtre se termine par le fait que les gueux et autres pauvres qui s'étaient faits expulser de leur territoire se le rapprochent et décident de créer une commune libre. Le spectacle se termine là-dessus.

Le Coquelicot : Ce spectacle vous l'avez donné hier soir, 17 mars, donc.

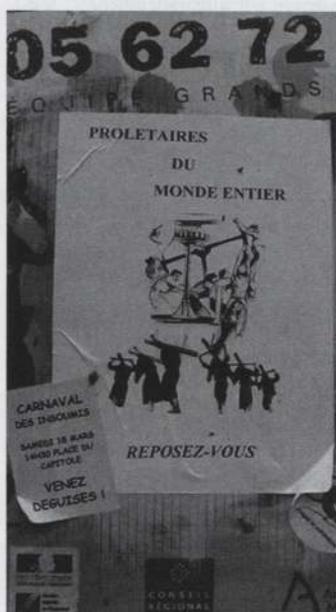
Sur ces bonnes paroles nous décidons de partir rejoindre la manifestation.



entre dix et vingt-mille intermittents ont disparu du régime d'indemnisation

LE POUVOIR DE LA RUE

Sortir de l'impasse



La décision du Conseil Constitutionnel à propos de la loi sur "l'égalité des chances", reconnaissant sans réserve sa constitutionnalité puis, quelques jours après, le "remplacement" du CPE par un "dispositif d'aides à l'emploi des jeunes" pose le problème de la stratégie de ce que l'on peut appeler le "mouvement social".

"Mouvement social" : l'impasse

Le Pouvoir a habilement réussi à figer la situation, "ni retrait, ni application"... puis à "retomber sur ses pieds" en "aménageant" la loi. Tout dans les termes, rien sur le fond. Il a reculé, mais n'est-ce pas pour mieux sauter ?

Le rapport de force entre le pouvoir, et ce que l'on appelle le "mouvement social" repose sur une donnée essentielle qui pèse lourd sur l'issue du conflit : l'inexistante expression politique de ce dernier.

Les deux légitimités

Incontestablement deux "légitimités" s'affrontent, et se sont clairement affrontées dans ce conflit :

- une légitimité "officielle" qui est celle du pouvoir en place. Sur un plan du droit et de la procédure de désignation, il n'y a rien de contes-

table : le gouvernement de la France est légitime de même que toutes les décisions qu'ils prend ce qui permet au pouvoir de dire en toute légitimité : "le pouvoir n'est pas dans la rue."

- une légitimité "non officielle" qui est celle de la rue. Sur le plan du droit, cette "légitimité" n'existe pas. Pourtant, dans certain cas, le Pouvoir ne peut l'ignorer.

Cette contradiction, que le droit ne peut reconnaître, montre concrètement les limites de la "démocratie représentative" : il ne peut y avoir légitimité qu'en droit, mais pas en fait... et pourtant ! Il y a là un incontestable conflit de légitimité.

Ce n'est pas un problème nouveau. L'Histoire n'est que la succession de solutions apportées à cette question. Mais aujourd'hui qu'en est-il ? Que peut-il se passer ? Le problème pour le pouvoir est, tout en sauvant l'apparence de sa légitimité, en

promulguant la loi, d'assumer et dépasser un rapport de force avec le mouvement social qui lui conteste de fait cette légitimité.

Dans l'affaire du CPE, le pouvoir n'a pas voulu donner l'impression de céder et dans un premier temps, en promulguant la loi, il a montré que "formellement" il ne cédait pas à la pression de la rue qui en demandait le retrait. Par une ridicule pirouette, mais avait-il le choix, il a promulgué une loi apparemment inapplicable puisqu'il n'en a pas demandé l'application (?)... et finalement en a "remplacé" une partie, l'article 8, par une autre.

Cette situation volontairement ambiguë, mais aussi résultat des rapports de pouvoir à la tête de l'Etat, met l'opposition politique et syndicale, ainsi que le "mouvement social" dans une position inconfortable, celle d'opposant à un pouvoir politique intransigeant et manipulateur qui

donne l'apparence de la volonté de dialogue, qui joue le pourrissement de la situation tout en se réservant le droit de revenir ce sur quoi il n'a jamais cédé : la loi sur "l'égalité des chances".

Cette ambiguïté qui aurait pu apparaître comme une victoire des opposants à la loi, a dans un premier temps renforcé les positions d'opposition. Pourquoi ? Pour deux raisons :

- les partis politiques et autres organisations qui ont la prétention de représenter le mouvement social ont senti la manipulation et veulent faire payer son impudence au pouvoir (49-3 au Parlement et syndicats ignorés) en lui faisant "perdre la face". Il y va de leur stratégie politique, plutôt d'ailleurs politicienne : déconsidérer les candidats UMP en vue des prochaines échéances électorales.

- pour le "mouvement social", et en particulier les jeunes, le CPE a pris un sens beaucoup plus large que la

dépasser un rapport de force avec le mouvement social

LE POUVOIR DE LA RUE

Sortir de l'impasse

simple loi "égalité des chances"... c'est toute la dynamique de précariation qui est à l'œuvre dans notre société qui est pris pour cible... posant ainsi implicitement, sinon explicitement, la question du "sens" de ce système.

Toutes les organisations politiques et syndicales ont fait leur le principe qui fait du pouvoir représentatif, le pouvoir légitime. Les premières, soutenues d'ailleurs par les secondes, au pouvoir, réaffirment ce principe. Dans l'opposition elles reconnaissent la légitimité de la rue à la condition que cette même rue les porte au pouvoir... d'où elles ne reconnaissent que le pouvoir "légitime". La boucle est bouclée.

Ainsi la "rue" est manipulée par les unes et les autres avec pour seul objectif : l'accès au pouvoir des bureaucraties politiques.

Du soutien... au contrôle

Toute possibilité d'initiative du mouvement social est parasitée par les "institutionnels de la politique". En effet, les organisations politiques et syndicales s'arrogent de fait, le droit de la représentation et, ce qui est plus grave, de la négociation... Outre le fait qu'il s'agit d'un véritable "abus de pouvoir" au regard du mouvement social en lutte, elles n'ont aucune légitimité en matière de représentation. Cette situation induit, entre ces organisations, une concurrence et surenchère, sources de toutes les démagogues... Ainsi, et ce n'est qu'un exemple, le Parti Socialiste ose impunément se présenter comme le champion de la lutte contre la libéralisation de l'économie (???)... Ainsi, l'UNEF (manipulée par le PS), absente dans de nombreux

lieux universitaires "parle et négocie au nom des étudiants"...

Cette tendance à la monopolisation-confiscation du pouvoir dans le "mouvement social" par la Gauche n'est pas pour déplaire à la Droite et au Pouvoir. Pourquoi ? Parce que cette situation est une garantie du "non débordement" du mouvement sur des questions sensibles qui remettraient en cause les fondements même du système marchand... tant il est vrai et vérifié que la Gauche n'a aucune intention d'aller "trop loin" dans la contestation. Le contrôle du mouvement social par les différentes tendances de la "Gauche" (politiques et syndicales) le cantonne dans les limites de l'acceptable, commun à toutes les formations politiques officielles et par le système lui-même.

Les médias jouent un rôle essentiel dans cette mystification, en particulier dans le dévoiement du mouvement et l'orientation de son action vers la compromission et la capitulation. Ils valorisent systématiquement les "responsables de..." qui ne sont en fait que les représentants des bureaucraties politiques et syndicales... La base, les coordinations, c'est-à-dire l'élément, essentiel, moteur de la mobilisation, est systématiquement ignorée.

La négociation se fait alors "entre gens responsables", "entre gens de dialogue", c'est-à-dire entre gens qui acceptent les limites, les règles du jeu imposé par le système... Ce qui explique que le chef de la majorité parlementaire puisse appeler au téléphone au cours d'un week end l'ensemble des "responsables syndicaux" pour amorcer la sortie de crise... sans se faire raccrocher au nez !

Le début de la liquidation du mouvement est ainsi enclenché.

Que peut-il se passer ?

Rien que du très classique... Le temps joue contre les opposants car la lente et laborieuse procédure mise en place par le Pouvoir n'a pour seul objectif que d'user les énergies et accroître les conflits entre grévistes et non grévistes... diviser pour régner... conflits complaisamment répercutés par les médias. Un mouvement social qui n'avance pas... recule.

Qu'il y ait retrait (ce qui n'est pas le cas pour des raisons d'opportunité politique, mais aussi pour une question de principe) ou non de la loi sur "l'égalité des chances"... même s'il y a un "remplacement" de l'article 8, rien n'est réglé concernant l'emploi. C'est le cadre marchand de l'économie mondialisé qui va de toute manière déterminer les dispositions qui seront prises. Rappelons que le CNE, copie conforme du CPE, n'est lui pas du tout remis en question. Quel sens peut avoir une suppression du

CPE si le CNE existe ? La métastase CPE a été enlevée, pas la métastase CNE. La déréglementation du marché du travail va se poursuivre...

Le Pouvoir va négocier, éventuellement, avec les syndicats, une "nouvelle loi". Pour la forme elle ne va faire aucune référence au CPE honni mais introduire des éléments "nouveaux" censés "aider à l'emploi" suivant la formule consacrée, autrement dit déréglementer... mais pas trop. Le front syndical se fissure doucement, ce qui était prévu. Les syndicats vont négocier et finalement accepter, en ordre dispersé, "au nom du réalisme" et présenteront ça comme une "victoire par rapport à ce qu'était le CPE"... "Il vaut mieux ça que rien..." etc...

Chez les jeunes les scissions vont apparaître entre celles et ceux qui déclarent avoir obtenu ce qu'ils demandaient, le retrait du CPE, soutenus par les syndicats et partis politiques trop contents d'en rester là, et celles et ceux qui veulent aller plus loin, remettre en question le statut du travail dans notre société, passant pour cela pour des "extrémistes" et autres "jusqu'au boutistes"...

Entre temps la mobilisation générale aura cessé. Les vacances de Pâques sont arrivées. Les étudiants et les



le contrôle du mouvement social par les différentes tendances de la "Gauche"

lycéens prépareront les examens... Les derniers bastions de résistance tomberont les uns après les autres alimentant les frustrations.

L'actualité passera, on parlera grippe aviaire, sport, catastrophes aériennes et incendies de forêts... A la rentrée de septembre, la cuisine électorale commencera et étouffera tout. Si la Gauche passe en 2007 elle sera toute contente de trouver une loi sur l'emploi qu'elle n'aura pas besoin de faire voter avec les risques que cela comporte.

J'exagère ? Mais c'est comme cela, à quelques détails près, que ça c'est passé à propos des privatisations, du service public, de la protection sociale et des retraites.

Le déficit stratégique du mouvement social

Peut-il, pouvait-il en être autrement ? Non ! Dans l'état actuel de la conscience collective on ne pouvait certainement pas espérer une autre issue. La situation politique est verrouillée par les partis et par l'incapacité collective à penser le politique autrement.

Une victoire dans ces conditions ne peut-être que partielle... une victoire sur le système marchand exige d'autres moyens politiques et une

véritable stratégie... Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

La situation est-elle désespérante, comme certains vont la ressentir ? Non. Il s'agit une bonne fois pour toute de prendre conscience de cette situation et ne surtout pas en conclure que c'est "chaque fois pareil" et que "l'on n'en sortira jamais".

Indépendamment de la manière dont se termine ce conflit nous pouvons et pourrons... et devons en tirer des leçons. Il y va de notre avenir et surtout celui des jeunes et des générations futures.

Notre succès dans cette affaire est tout à fait relatif. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ce n'est pas le Pouvoir qui est, aujourd'hui et demain, dans l'impasse, mais le "Mouvement social".

Ne rêvons pas, si rien n'est fait de notre côté, le scénario est écrit d'avance, certes pas dans le détail, mais dans les grandes lignes nous venons de le voir... Demain ce sera ce qui reste du code du travail, le salaire minimum, les conventions collectives, qui vont disparaître... L'essentiel pour les politiciens (confirmés ou en herbe) c'est que les apparences soient sauvées. Se pose alors la question de l'expression politique du "mouvement social", c'est-à-dire de la condition de son exis-



tence dans le champ du politique qui pourrait et saurait faire face à l'expression politique du Pouvoir en tant que défenseur et garant du système marchand.

Il est évident que tant que nous resterons dans la configuration politique actuelle, tous les acquis sociaux vont peu à peu disparaître, avec la complicité de nos "faux amis" de Gauche. Ce qui manque au "mouvement social" c'est une "logistique politique". Une révision complète de ses relations, souvent ambiguës, avec les bureaucraties politiques, un changement complet de ses relations avec le politique. En l'absence de celle-ci il se fera, une fois encore, confisquer le pouvoir, les initiatives, l'expression et finalement les décisions par les bureaucraties politiques qui agissent en fonction de leurs intérêts qui n'ont rien à voir avec les siens : voir la Gauche et la Droite quand elles sont au pouvoir.

Si la conscience sociale, politique du plus grand nombre, et en particulier celle des jeunes, croit au fur et à mesure de la dégradation des relations sociales, le pas n'est pas encore fait de se débarrasser des scories de La Politique qui nous mènent systématiquement dans l'impasse. Faire ce pas est un impératif historique absolu.

Penser à notre avenir c'est repenser l'action au présent.

> Patrick Mignard



tous les acquis sociaux vont peu à peu disparaître

COCA LIBRE PLOSION

Le poncho...

**Le triomphe électoral d'Evo Morales a suscité beaucoup d'espoir...
Et pas seulement dans les milieux populaires de Bolivie, mais aussi à l'extérieur...**

Pour l'instant, Evo est encore le porte-drapeau des exclus. Cela durera-t-il ? La récente histoire de la Bolivie nous conduit plutôt à penser le contraire.

Pour commencer, son écrasante victoire lui a permis de constituer son propre gouvernement, sans nouer aucun pacte avec les autres partis de l'"establishment". L'exécutif de Morales inclut des représentants des principaux secteurs sociaux de son parti, le MAS (Movimiento Al Socialismo), et quelques indépendants. Quatre femmes intègrent le cabinet du "changement", et l'une d'elles est la première femme Ministre de l'Intérieur de la Bolivie démocratique. De plus, on trouve dans le nouveau cabinet deux ministres originaires de Santa Cruz : l'entrepreneur Salvador Rieco – l'un des deux ministres non indiens – et l'avocat socialiste Hugo Salvatierra. Tous deux détiennent deux importants portefeuilles : Servicios y Obras Publicas (Services et Travaux Publics) et Asuntos Indigenas (Affaires indigènes). Au Ministère du Desarrollo Sostenible (Développement durable), Morales a nommé l'économiste de gauche Carlos Villegas, qui l'a d'ailleurs accompagné dans sa tournée internationale avant sa prise de pouvoir.

Une tournée où l'on remarqua surtout le pull-over d'Evo, qui devint le centre des spéculations et des autres symbolismes. Jusqu'à supplanter les réflexions sur sa victoire électorale et sa ligne politique. Un vêtement, le pull-over, qui lui a permis, dans une Amérique Latine accablée de

sauveurs providentiels, de se démarquer des politiciens traditionnels et autres militaires populistes. Mais, cela suffira-t-il pour définir un nouveau profil des dirigeants latino-américains ? C'est ce que l'on verra bientôt...

Un nouveau rapport de forces ?

Pour le moment, et au-delà du folklore et des particularités de la Bolivie, ce qui vient de se produire met en

... et la cravate

scène quelques-unes des transformations politiques récentes dans divers pays du continent. Et l'on peut supposer qu'il en découlera un nouveau rapport de forces dans cette région.

En premier lieu, la Bolivie rejoint le club des pays latino-américains dont les gouvernements se proclament résolument de gauche. En second lieu, les origines du nouveau président situent la Bolivie à l'avant-garde des pays où le mouvement indigène a acquis une importance politique.

Enfin, étant donné que le MAS n'est pas vraiment un parti, mais plutôt une plate-forme électorale qui fédère une grande diversité d'organisations sociales, son arrivée au pouvoir peut contribuer à la rénovation de la classe politique, dans un contexte de grande fragilité institutionnelle et de méfiance vis-à-vis des partis traditionnels. Cela dit, avant Evo, d'autres mandataires se sont aussi proclamés

de gauche... et ont gouverné selon les règles du FMI. Et l'importance politique du mouvement indigène ne signifie pas non plus forcément qu'Evo sera tenté de forger un populisme identitaire ni que le MAS ne puisse se transformer en un parti solide et institutionnel.

Quoiqu'il en soit, il est évident que ces changements politiques doivent beaucoup à l'épuisement des politiques économiques du fameux Consensus de Washington. Mais cela

ne signifie pas pour autant que, face à l'incapacité du modèle néolibéral à améliorer les conditions de vie du peuple, le gouvernement d'Evo Morales accordera un rôle important aux mouvements populaires et au secteur public, pour combattre résolument le niveau préoccupant de pauvreté et d'inégalité de la Bolivie.

On peut aussi se demander s'il adviendra en Bolivie la même chose qu'en

Equateur et au Pérou avec l'arrivée de la démocratie. Là aussi, on a crû à une avancée de la reconnaissance et de l'inclusion sociale et politique du collectif indigène, mais ce fut finalement une avancée limitée plus formelle que réelle.

Il est vrai qu'Evo a annoncé des "changements substantiels". Mais, pour l'instant, il est difficile de deviner quelle sera l'orientation de sa politique et de son action gouvernementale. Nous devons donc nous référer et nous fonder exclusivement sur le symbolisme et sur la portée de ses principaux gestes et actions.

Au-delà des gestes...

Ainsi, Evo n'a pas innové dans le choix de ses ministres. Il a nommé le général Wilfredo Vargas Valdes nouveau commandant en chef des forces armées, les généraux Carlos Antelo Lenz, Freddy Bersatti Tudela et Luis Trigo Antelo chefs d'état-major, de l'armée de terre, et de la force aérienne, respectivement, ainsi que le contre-amiral José Alba chef de la force navale, et le général Isaac Pimentel nouveau commandant en chef de la police nationale. En outre, lors de la cérémonie de leur prise de fonction, Evo a déclaré que "après mûre réflexion", il a compris "qu'il est important de renforcer et de fortifier" les forces armées, faute de quoi son pays ne sera pas "libre et souverain". Et il a ajouté que le



l'épuisement des politiques économiques du fameux Consensus de Washington

HOTEL DES AMÉRIQUES

L'ancien propriétaire de l'hôtel Buen de Buenos Aires en Argentine vient réclamer son "dû".

Les vautours sont de retour

Il veut récupérer l'hôtel abandonné depuis décembre 2001 et autogéré depuis 2003 (voir le n° 45 du Coquelicot). Petit retour en arrière. En décembre 2001, le Bauen ferme ses portes laissant 80 employés sur le carreau. Deux ans plus tard une quarantaine d'ex-employés créent une coopérative pour remettre en marche l'hôtel et récupérer les postes de travail perdus. Le résultat dépasse les espérances ; l'hôtel devient une des plus importantes entreprises "récupérées" sur les 160 qui existent dans le pays.

Aujourd'hui les propriétaires de l'hôtel qui l'abandonnèrent en 2001 sans se soucier ni des employés ni du remboursement de l'emprunt de plusieurs millions de dollars contracté auprès de l'Etat, passent à l'offensive avec l'appui de la Mairie. En réponse aux demandes des coopérateurs sur le Projet d'Occupation Temporaire et sur la déclaration d'Utilité Publique de l'entreprise, la droite municipale, représentant les intérêts des "propriétaires", exige la restitution pure et simple de l'entreprise.

Le processus enclenché depuis 2003 par les ex-salariés décidés à prendre en main leur avenir en remettant en marche l'hôtel abandonné par ses "propriétaires", fait tâche dans le paysage. En effet depuis peu les banques et le FMI reprennent en main l'économie argentine. Ils tentent de liquider le mode d'organisation autogestionnaire des travailleurs pour revenir à une relation d'exploitation. Cela se traduirait

par la disparition progressive des 200 postes de travail créés et le chômage pour plus de 120 personnes.

Cela voudrait dire que trois ans d'effort pour mettre en place un autre rapport à l'économie et à l'échange entre les hommes seraient jetés encore une fois aux "poubelles de l'Histoire". Les coopérateurs sont décidés à ne pas se laisser déposséder d'une entreprise "tomada" qu'ils ont construite et développée pendant la période où la banque internationale vidait les coffres argentins au profit de marchés plus lucratifs. "Que se vayan todos"...

> Bibas

Agence Red Accion (ANRed)

AVIS SUR UN PLATEAU

gouvernement, les militaires et les paysans mèneront une action coordonnée pour freiner "l'invasion pacifique" aux frontières d'occident et d'orient. En clair : il continuera à renforcer l'armée et à appliquer les mesures destinées à combattre l'immigration clandestine en Bolivie.

Il a aussi diminué les salaires de la présidence et des ministères, au niveau des directeurs, de 50 % : "Je vous demande de faire un effort, non pas pour Evo Morales, mais pour le pays". Mais il a refusé d'augmenter le salaire minimum des travailleurs boliviens. On ne s'étonnera donc pas que, face à de telles contradictions, le leader du mouvement paysan Pachakuti, Felipe Quispe, ait critiqué les nominations de divers ministres pour leurs liens avec les ONG, et qu'il ait mis en garde Evo en lui disant qu'il a 90 jours pour procéder aux changements proposés, avant que les organisations sociales n'adoptent une éventuelle attitude offensive.

Et, en ce qui concerne la fameuse "nationalisation des hydrocarbures", on peut penser qu'elle se résumera à une renégociation des droits de douane que paieront à l'Etat les compagnies étrangères qui exploitent les gisements boliviens. En effet, Evo a rassuré les grands investisseurs, en définissant quelques règles un peu différentes mais acceptables pour la communauté économique internationale. Autrement dit, il se pourrait bien qu'Evo cède à la tentation d'un Etat rentier, qui distribue de manière populiste les revenus de ses ressources naturelles, sans engendrer une dynamique sociale capable d'éradiquer la corruption qui sévit dans ces sphères de la société bolivienne.

... gesticulations et paroles

Pour ce qui est des grands principes politiques, ses premières déclarations n'ont pas été très claires. Les références à Cuba et au Venezuela ont été peu encourageantes quant à la

défense des institutions démocratiques et à leur amélioration. Son alignement sur cette "gauche" latino-américaine qui nourrit sa soif de pouvoir par un anti-américanisme forcené, peut le conduire à essayer de gouverner autoritairement en oubliant d'élargir et de consolider le mouvement social à la base, et les expériences de démocratie autogestionnaires.

Sa politique et sa rhétorique anti-impérialistes à l'ancienne, lui permettront certes de nouer des coalitions avec des gouvernements eux aussi anti-impérialistes. Mais peut-être ne faudra-t-il pas attendre longtemps pour discerner la véritable allure de la politique extérieure de la Bolivie dans cette nouvelle étape. Il reste à voir jusqu'à quel point la Bolivie peut mener une politique extérieure en marge des Etats-Unis, des multinationales et du FMI.

Comme le dit Maria Galindo, du groupe "Mujeres Creando" : "En Bolivie on dit sans honte que "le poncho et la cravate" ont gagné. Cette métaphore, dit-on, synthétise l'unité de la "Patrie" et du changement historique qui s'est produit. L'Indien porte le poncho et le "caballero" porte la cravate. Et la Patrie n'est pas une mère mais un père : elle ne représente pas la société, mais le pouvoir... Le poids symbolique de sa couleur de peau, celui de la chaumière sans électricité ni eau où il est né, convulsionnent les racismes de la société bolivienne et Evo se transforme alors en une dose d'espérance que nous n'avions pas connue depuis 20 ans. Evo est un baume avec lequel la société a choisi d'oindre ses chagrins et ses fatigues". Pourvu que le baume ne se transforme pas en purge !

Octavio Alberola

Traduction Raymond Borraz

exige la restitution de l'entreprise

NO LOGO

Histoire d'A

Voilà bien longtemps que Michel Foucault nous a montré combien nous avons tendance à croire qu'une grande partie de ce qui constitue notre sensibilité présente, c'est-à-dire les concepts, les croyances, le vécu, les symboles, etc., qui nous sont les plus familiers, existent pratiquement depuis toujours et, qui plus est, ne pouvaient pas ne pas exister... puisque, tout simplement... ils existent. Malgré cela, et en dépit de tous les efforts de Foucault, nous continuons à tomber obstinément dans le même piège. A cet égard, le "A cerclé" est assez exemplaire.

En effet, la croyance selon laquelle le "A cerclé" symbolise aujourd'hui l'anarchisme est tellement forte, et a imprégné l'imaginaire politique contemporain à un point tel, qu'elle a fini par s'imposer comme une évidence. L'anarchisme et le "A cerclé" s'évoquent mutuellement de façon si naturelle et si universelle qu'ils semblent être le fruit d'un même processus, et avoir toujours cheminé côte à côte. Pourtant nous savons bien qu'il n'en est pas ainsi et que, comme l'a dit Foucault à propos de "l'homme", il s'agit d'une invention bien récente. Tellement récente dans le cas du "A cerclé", que le souvenir de sa naissance en est encore vivace. La mémoire humaine parvient encore facilement à se rappeler comment il est né.

A dire vrai, je n'avais pas l'intention de m'exprimer sur ce sujet, mais comme divers textes sur l'histoire du "A cerclé" ont déjà été publiés et comme mon nom est cité dans certains d'entre eux, j'ai pensé que, tôt ou tard, il me faudrait bien en dire

quelque chose. J'aurais quelque chose à dire. Alors, pourquoi pas le dire au mois d'avril, puisque c'est celui où fut créé le "A cerclé".

Entendons-nous bien : nul ne peut dire quand, pour la première fois, on a tracé un cercle autour d'un "A". Sans aucun doute, des milliers d'enfants l'ont fait en apprenant à jouer avec des lettres, et il est probable aussi qu'un éleveur camarguais, andalou ou argentin a un jour marqué au fer son bétail d'un "A cerclé", parce que c'était l'initiale de son nom. Ce qui nous intéresse ici c'est la construction d'un symbole, pas l'originalité d'un dessin et, pour être plus précis, il est question de la construction entièrement délibérée d'un symbole apte à devenir un signe d'identité spécifiquement anarchiste. Et là, nous avons une date, un lieu déterminé et des circonstances bien précises.

Ce ne fut pas non plus une idée brillante surgie soudainement et arbitrairement des cogitations d'un individu. Ce fut le produit de circonstances bien définies, le fruit d'un contexte particulier et l'aboutissement d'un processus déterminé. C'est pourquoi il convient de narrer dans le détail ces conditions, si nous voulons comprendre ce qui nous occupe ici et répondre aux trois questions : comment quand et pourquoi. En route donc pour l'histoire vécue véritable de la naissance du "A cerclé", même si cela nous ramène une quarantaine d'années en arrière.

De Marseille, où je militais dans le groupe des "Jeunes Libertaires", je déménage à Paris en septembre 1963,

Né à Paris,
et mis en œuvre à Milan,
des milliers de mains
l'ont créé dans les rues
du monde...



pour m'inscrire à l'Université de la Sorbonne. Dès mon arrivée dans la capitale, je rejoins le groupe local des "Jeunes Libertaires", ainsi que l'un des groupes de la "Fédération Anarchiste" et je commence à collaborer, plus assidûment que je ne le faisais à Marseille, avec la "Federación Ibérica de Juventudes Libertarias" (FIJL) qui venait juste d'être illégalisée en France.

L'une des choses qui me frappe immédiatement est l'extraordinaire fragmentation du mouvement anarchiste parisien et le sectarisme qui y règne. En effet, malgré la maigreur de ses effectifs, ce mouvement était divisé en une mosaïque d'organisations et de groupes, isolés les uns des autres, quand ils ne s'affrontaient pas directement, immergés dans ce qu'on appellera "la guerre des chapelles". Cette singularité parisienne était d'autant plus surprenante pour quelqu'un fraîchement débarqué de province que, en dehors de Paris, un seul groupe libertaire diffusait, tout à fait normalement, la presse et les revues publiées par les différents courants anarchistes. Face à cette fragmentation et cet ostracisme, je décidai, d'une part, de m'affilier et de militer simultanément dans plusieurs groupes libertaires et, d'autre part, d'impulser la création d'espaces de convergence et de collaboration entre les jeunes anarchistes appartenant aux divers groupes.

Comme l'un de mes projets, aussitôt arrivé à Paris, était de développer une activité libertaire au sein de l'université, je me mis en quête d'étudiants anarchistes. A ma grande surprise, je

ne parvins à entrer en contact qu'avec un "autre" étudiant : "l'autre étudiant anarchiste", comme le désignaient ironiquement les trotskistes. Ce camarade, Richard Lamiral, appartenait au groupe qui publiait la revue "Noir et Rouge" et, avec lui, nous avons décidé de créer, en octobre 1963, la "Liaison des Etudiants Anarchistes" (LEA). D'abord squelettique, ce groupement ira s'étoffant, jusqu'à jouer quelques années plus tard un certain rôle notable dans l'émergence de mai 68, via la constitution du "Mouvement du 22 mars" à l'Université de Nanterre. Mais c'est une autre histoire et la seule chose à retenir ici est que la "LEA" a fédéré peu à peu des jeunes appartenant à des groupes distincts, contribuant à atténuer leurs différences, grâce à l'action conjointe menée dans le contexte universitaire.

Ce même mois d'octobre 1963, avec une poignée de camarades, nous avons lancé le "Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes" (CLJA) dont le dessein explicite était de mettre en contact et d'impulser les activités conjointes des jeunes anarchistes qui militaient dans les divers groupes et organisations de la région parisienne.

Cette initiative fut couronnée de succès. L'assemblée de décembre 1963 rassembla quelque 40 jeunes, représentant pratiquement tout l'éventail du mouvement anarchiste parisien. Même si certaines assemblées furent moins fréquentées, on dépassa parfois les 60 participants. Compte tenu des effectifs du mouvement anarchiste parisien à cette époque, ce chiffre était plus qu'encourageant. L'adresse de contact du "CLJA" était : M. Marc

des milliers d'enfants l'ont fait en apprenant à jouer avec des lettres

24 rue Ste Marthe, le local de la FL de la CNT-E de Paris, exactement la même que pour la "LEA", et exactement la même que pour "Action Libertaire", journal élaboré conjointement par la "FIJL" illégalisée, qui le finançait, et par le "CLJA".

Durant sa brève existence (le "CLJA" s'éteindra de facto en 1968), cette instance de coordination des jeunes



anarchistes déploiera une intense activité, aidant à renouer la communication et à éliminer l'antagonisme entre groupes anarchistes. Dans la foulée du succès obtenu à Paris, le "CLJA" essaiera d'étendre son rayon d'action à l'ensemble du territoire français et ne tardera pas à se consacrer, avec la "FIJL" et avec les jeunes libertaires de Milan, à la création d'un espace visant à fédérer la jeunesse anarchiste au niveau européen en organisant la "Première Rencontre Européenne des Jeunes Anarchistes" tenue à Paris les 16 et 17 avril 1966, et à laquelle participèrent des jeunes venant de sept pays.

La puissante dynamique amorcée en octobre 1963 pour rassembler diverses composantes de l'éventail anarchiste parisien, par la création d'espaces de convergence comme la "LEA" et le "CLJA", prétendait *faire émerger ce que partageaient et avaient en commun les divers courants du mouvement anarchiste, par delà quelques différences qui, si elles étaient parfois bien réelles, ne relevaient bien souvent que d'attitudes personnelles, ou d'anciens conflits qui s'étaient enkystés au fil du temps.

C'est cette même dynamique qui

conduisit à une suggestion que je fis au sein du groupe des "Jeunes Libertaires" de Paris, fin 1963 ou bien et début 1964.

L'idée était simple : il s'agissait de trouver un signe distinctif, aujourd'hui on dirait un logo, que tous les groupes anarchistes utiliseraient dans leurs manifestations de propagande, de sorte que, sans altérer l'identité ni la spécificité de chaque groupe, il constitue une référence commune, susceptible de démultiplier, fût-ce par la simple répétition d'une même stimulation visuelle, l'impact de la propagande anarchiste. Il fallait aussi que ce symbole puisse être peint simplement et rapidement sur les murs et qu'il ne soit associé à aucune organisation ou à aucun groupe existant. La suggestion fut bien accueillie et, après de longues heures de discussion,



dans l'appartement exigu de Clignancourt où nous avions coutume de nous réunir, l'idée nous vint d'un "A cerclé". René Darras, un camarade du groupe, graphiste émérite, se chargea du dessin et je rédigeais une bonne partie du texte où l'on expliquait les objectifs de notre proposition. Nous le publiâmes dans la première page du numéro 48 (avril 1964) du "Bulletin des Jeunes Libertaires", sous le titre "Pourquoi A ?", où le dessin du "A cerclé" occupait toute la première page.

Le texte de présentation disait, littéralement, ceci : "Pourquoi ce sigle que nous proposons à l'ensemble du mouvement anarchiste ? Deux objectifs principaux nous ont guidés : premièrement, faciliter et rendre plus efficaces les activités pratiques

d'inscription sur les murs... et, deuxièmement, assurer une plus large présence du mouvement anarchiste... par le biais d'un élément commun qui accompagne toutes les expressions de l'anarchisme dans ses manifestations publiques... Il s'agit pour nous de choisir un symbole suffisamment général pour que tous les anarchistes puissent l'adopter. Constamment associé à la parole anarchiste, ce symbole finira, selon un mécanisme mental bien connu, par à évoquer à lui seul l'idée de l'anarchisme dans l'esprit des gens."

Et c'est exactement ce qui se passa, même s'il fallut attendre quelques années pour obtenir l'effet recherché.

En fait, pendant les semaines suivantes, nous portâmes notre proposition dans les divers forums du mouvement de jeunesse libertaire, particulièrement le "CLJA". La suggestion ne fut pas rejetée, mais elle ne suscita pas non plus d'enthousiasme particulier : probablement parce que l'idée venait d'un groupe bien distinct et qu'elle n'émanait pas de la propre assemblée du "CLJA". De sorte que, pendant un certain temps, le petit groupe parisien des "Jeunes Libertaires" fut pratiquement le seul à utiliser le "A cerclé". Ce qui,



d'ailleurs, nous conférait une grande visibilité.

Quelques mois plus tard, Salvador Guruchari prit l'initiative de faire figurer dans le titre d'un de mes articles ("Perspectives Anarchistes"), publiés dans "Action Libertaire" (numéro 4, décembre 1964), le logo que nous avons lancé, mais sans reproduire

cette fois, ni sa signification ni les objectifs visés. Le fait que la "FIJL" et le "CLJA" diffusent massivement "Action Libertaire" aurait pu favoriser la diffusion du symbole, mais il n'en fut pas ainsi, probablement parce que, dissocié de son argumentation, le "A cerclé" apparaissait aux yeux des lecteurs comme une simple originalité typographique.

Ce n'est qu'à l'occasion de la "Première Rencontre Européenne des Jeunes Anarchistes" en avril 1966, que les jeunes anarchistes du groupe de Milan reprirent la proposition à leur compte et commencèrent à utiliser systématiquement le "A cerclé" dans toutes leurs propagandes. C'est ce qui donna l'impulsion nécessaire à sa généralisation.

La suite, on la doit aux milliers de mains anonymes qui s'approprièrent littéralement et allègrement le "A cerclé" et transformèrent en réalité ce qui n'était qu'un objectif dans notre texte d'avril 1964. D'ailleurs, le "A cerclé" n'aurait jamais acquis le sens qu'il a aujourd'hui, s'il était resté associé à un groupe particulier. Mais, par dessus tout, il est clair, du moins je l'espère, que par son origine même, l'histoire du "A cerclé" s'inscrit très directement dans la volonté de mettre fin aux sectarismes et aux dogmatismes qui affaiblissent de manière endémique le mouvement anarchiste. Et c'est très précisément cet aspect du "A cerclé" que j'ai jugé important de préserver par ces quelques lignes.

> Tomas Ibanez

Traduit de l'espagnol par R. Borraz

Publié dans la revue "Polémica" n° 85, 2005
Dessins publiés dans Agora...



la suite, on la doit aux milliers de mains anonymes

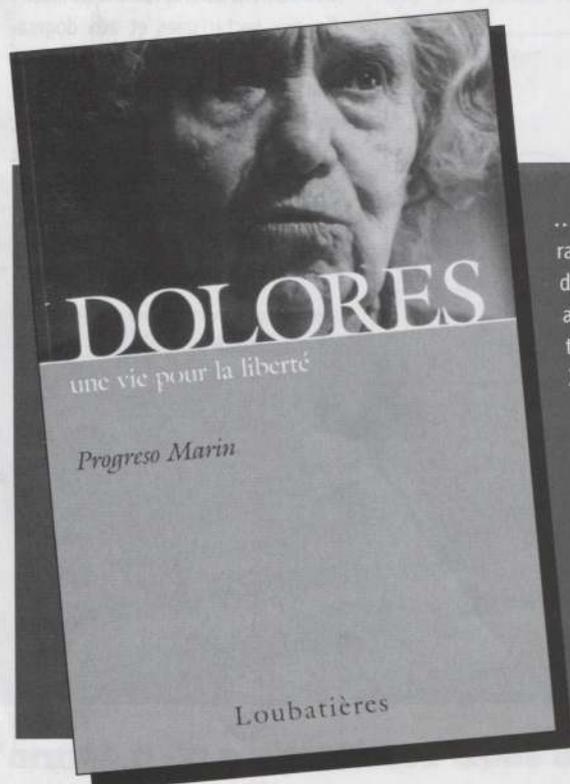
ANARCHO FÉMINISME

L'éphéméride anarchiste

Le 8 mars 1905, naissance de Dolores PRAT COLL, à Ripoll (Catalogne). Militante anarcho-syndicaliste de la CNT.

Née dans une famille pauvre très croyante, elle est envoyée chez les soeurs, dont elle gardera un souvenir pénible. A 15 ans, elle commence à travailler dans une usine textile et adhère aussitôt à la CNT. En 1936, elle était secrétaire du syndicat de l'industrie textile à Ripoll. Après la défaite du camp républicain, elle traverse les Pyrénées pour se réfugier en France. Elle s'installera à Toulouse où elle poursuivra son action au sein de la fédération locale de la CNT et de SIA. Elle est morte le 12 septembre 2001.

"Je suis rentrée à la CNT, parce que c'était eux les vrais révolutionnaires." On peut la voir dans le film de Lisa Berger "Chemin de Liberté" (1997). Son fils Progreso Marin lui a consacré un ouvrage: "Dolores : une vie pour la liberté" (2002).



... De la Catalogne espagnole natale à Toulouse, ce livre raconte la trajectoire individuelle d'une anonyme parmi d'autres anonymes d'une histoire collective : Une femme anarcho-syndicaliste dans la tourmente de la Révolution et de la guerre d'Espagne, un des tournants du XX^e siècle, une vie forte, symbole de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui ont œuvré, à en mourir, pour la liberté.

L'auteur, c'est son fils Progreso Marin qui à travers le portrait de sa mère rend hommage à tous les anonymes qui ont résisté et résistent encore...

> Française

Dolores, une vie pour la liberté

Progreso Marin, Editions Loubatières

Alternative Libertaire réédite aussi...

Alternative Libertaire réédite "L'insurrection algérienne et les communistes libertaires".

On oublie trop souvent que les réseaux de "porteurs de valises" qui ont soutenu les indépendantistes algériens pendant la guerre n'ont pas débuté leur existence en 1957 avec l'action de Francis Jeanson puis d'Henri Curriel. Au lendemain de l'insurrection de la Toussaint 1954 en effet, les seules organisations françaises à soutenir l'indépendance algérienne se situaient à l'extrême gauche. Il s'agissait du Parti communiste internationaliste (PCI? trotskiste) et de la Fédération communiste libertaire (FCL). En Algérie même, le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), lié à la FCL, entre en lutte contre l'État français, pour l'indépendance du pays, dès la Toussaint 1954.

La police française liquidera le MLNA puis la FCL entre 1956 et 1957. Les libertaires poursuivront néanmoins la lutte contre le colonialisme, au sein des Groupes anarchistes d'action révolutionnaires (GAAR) ou, pour les rescapés de la FCL, au sein de la Voie communiste.

Ce livre apporte les témoignages de plusieurs actrices et acteurs de cette période sombre, militants de la FCL (Georges Fontenis), du MLNA (Léandre Valéro), des GAAR (Guy Bourgeois) ou de la Voie communiste (Denis Berger).

Cette réédition d'une brochure de 1992 comprend de nombreuses photos dont certaines inédites, tirées des archives privées des camarades de la FCL, ainsi que des reproductions du "Libertaire" de l'époque, qui se vit infligé tant de procès par l'État français qu'il en mourut.

L'insurrection algérienne et les communistes libertaires, 64 pages, éd. Alternative libertaire, 7 euros.

LIBER... TERRE

Demi-tour (7... et fin)

Résumé (Coquelicots 41 à 46) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser... D'ailleurs que vient faire ce commissaire toulousain qui leur colle aux basques sous prétexte d'exploration Arctique ? Ben, avaler son bulletin de naissance dans un TGV stoppant en gare de Lyon, pardi... Au sortir d'une baignoire parisienne et lubrique, voilà notre couple en route vers une banquise éthérée. Malaurie rompt la glace...

Mais Malaurie perd le contrôle de sa minuterie de patience scientifique.

Il m'agrippe par le col et commence à me cogner comme un forcené en gueulant :

- Le trésor ! Bordel de phoque de merde de pédé pourri de la mer, tu vas me dire où il est ?

J'ai le poisson Gaëlle qui remonte la pente abrupte de mes tuyaux intimes. La salope, je vais la vomir sur la glace si ce fou ne me lâche pas. Et il continue, de plus en plus délirant :

- Le trésor ionisant des américains... Les radars anti missiles de la base de Thulé... Radioactifs un jour, radioactifs toujours... Bouclier des Amériques libres... Où est le trésor, le trésor... La bombe, la bombe sous la glace ? Merde de chierie de phoque à mous-

taches...

Là c'est sûr, la messe est dite. Je vais tourner de l'œil. Il y va trop fort l'ethnologue foireux. Il me serre tellement le quiqui que je ne peux pas expectorer la poissonne (pour être plus poli que cet universitaire à la manque...). Puis d'un coup, la glace rougit sur un diamètre de cinq bons mètres révolutionnaires français. Ah ! La tête ! La tête de l'ami des Inuits a disparu ! Ça gicle partout, et derrière les restes de l'explorateur, je vois une gueule énorme de baleine qui avale ladite tête... Pouah ! C'est vraiment dégueulasse ! Avant de vomir dans un grand soulagement le poisson femelle, j'ai le temps de reconnaître le commissaire

Baleine en la personne de... la baleine ! Il a toujours son flingue accroché sous un aileron. Pas d'erreur, c'est bien Baleine. Il me sourit et me salue militairement puis, replonge sous la glace par le gros trou qu'il a percé plus tôt pour venir me tirer de ce mauvais pas en emportant le pauvre Jean Malaurie dans son vaste ventre. Quand je vais raconter ça aux copains...

- Qu'est-ce que tu as mon caribou aux bois si durs ? m'a demandé Gaëlle. T'es bien pensif ?

- Heu ! Rien mon petit poisson congelé... Et toi qu'est-ce que tu fais avec ces papiers ?

On était accoudé au bastingage arrière du bateau parti deux heures plus tôt

de Copenhague et Gaëlle balançait les dernières pages de mon atlas à la mer. Demi-tour j'avais fait, sans retour il serait. On avait décidé. Les feuilles flottaient dans l'écume du sillage ; Gaëlle a hésité puis a jeté le calque. C'était fini.

- T'as pas peur qu'un phoque s'étouffe avec ? je lui ai demandé. Elle m'a alors embrassé goulûment, ses lèvres avaient un goût de poisson frais.

> Sévy

Toulouse, Septembre 2005

Retrouvez la nouvelle "Demi-tour" en compagnie de six petites sœurs dans "La route du container" que Sévy publie aux éditions Editonly. <http://perso.numericable.fr/editonly>

LIBRES LIVRES

Souvenirs du bagne

Auguste Liard-Courtois
Éditions "Les passés simples"

L'auteur né en 1862, est condamné pour fait de propagande anarchiste à 5 ans de bagne en 1894, peine qu'il purge à Cayenne. Rentré en France en 1900 il écrit ce récit en 1900-1901. Malgré l'engagement de l'auteur, les préjugés de l'époque tout autant que

le rôle dévolu, et accepté par eux, aux nègres, arabes ou corses par l'administration pénitentiaire expliquent des termes qui aujourd'hui choquent. La sexualité de la population carcérale (détenus et gardiens) est également vue d'un œil puritain.

Après une description de la vie d'un militant, ses démêlés avec une justice approximative, les mémoires nous plonge dans l'univers du bagne, univers dont le but n'était pas de réinsérer, éduquer ou amender mais d'exercer une vengeance, d'humilier, d'anéantir. Univers pas si lointain que cela (décret loi de 1938 mettant fin à la peine de travaux forcés, décision de De Gaulle de fermer le bagne en 1944, retour des derniers forçats en 1953). Et même si l'on en croit le rapport (dernier d'une longue série) du commissaire aux droits de l'homme du conseil de l'Europe, univers toujours présent, ce que le sort de Ménigon et consorts nous rappelle avec force.

> Philippe Eidelvein

De l'huile sur le feu

Éditions "L'insomniaque"

Décembre 95 nous avait légué un serpent d'opuscules édités par autant de sociologues que Bourdieu avait d'adeptes. C'était pas drôle, engorgé de technicisme sociétieux, emmerdant à souhait... Heureusement, avec les derniers soubresauts qui se succèdent



depuis 2003, arrive la Troupe des Non Travailleurs (TNT). Des petits bouquins (1 euro), tout petits, mais rudement concentrés en effets toxiques...

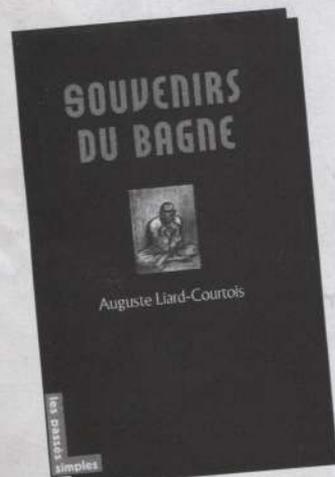
Ça se lit d'ailleurs comme on tire une bouffée de fumée clandestine : on s'en

noirci bien bien l'intérieur, on en mâchouille lentement le contenu euphorisant et on en recrache l'huile essentielle sur la révolte la plus proche qui passe par là... Effet garanti...

J'en suis au n°18 (Petit bréviaire syndical et politique" par J. Michel Ronda) qui a à voir avec les cortèges apparatchiqueux qui stérilisent toute grève reconduite (2003)... Angle de vue ecclésiastiquement cynique... Du jésuite crémeux.

"De l'huile sur le feu" se nomme cette collection aux éditions de l'Insomniaque. Elle se veut une "chronique hétérogène" et certes elle l'est... Bistrots, poésies, musiques dans des univers décalés avec toutefois ce fil rouge qui nous tricote au présent le seul avenir qui vaille : Rejoindre la Troupe des Non Travailleurs...

> Sévy



LES MURS EN PARLENT



Poulets en batterie... ou garde-barrières ?

POT DE VIN ET COPINAGE

A.A.E.L. Association pour l'Art et l'Expression Libre



A.A.E.L.

8, rue Bagnole - 31100 Toulouse

Tél : 05 61 43 80 10

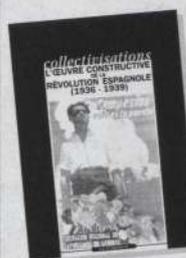
Fax : 05 61 44 22 37

Les éditions du Coquelicot

Cet ouvrage édité en avril 1937 à Barcelone par la C.N.T. - F.A.I. fut réédité par la C.N.T. en exil en 1965. Document unique, il est écrit par ceux-là mêmes qui font cette révolution libertaire. Ces ouvriers, paysans catalans et aragonais sont nos contemporains car, à la lecture de ces documents, ce qui frappe c'est la puissance de leur charge en espoirs conjugués au présent. Même le témoignage d'Orwell, pourtant écrit seulement un an plus tard, ne produit pas le même effet. C'est qu'entre les deux il y a les journées de mai 37 pendant lesquelles les communistes sous perfusion stalinienne commencent l'élimination des révolutionnaires espagnols...

C'est aussi que ces collectivisations réalisées sans autorisation étatique ou patronale, titillent la nostalgie actuelle du plein emploi. Collectiviser n'est pas étatiser. Hier pas plus qu'aujourd'hui. En auto-organisant la production et la redistribution ces travailleurs changent réellement leur vie, leur quotidien. A la lecture de cet ouvrage on est comme au théâtre, la scène se rejoue sous nos yeux...

Avec cette troisième édition, Le Coquelicot entend propager ce témoignage des possibles.



À commander :

Coquelicot

BP 74078

31029 Toulouse cedex 4

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE

Clément Cépeheu Clirstrime Choucroute ! 2

ÉCOLE DE QUARTIER

Education Prioritaire et Politique de la ville : éduquer ou pacifier ? 2

PETAARDS MOUILLÉS

Cancéropôle et ballastière sont au bord de l'eau 4

SERVIS SUR UN PLATEAU

Le pot de terre contre le pot de béton 5

MOTEUR À EXPLOSION

Retour sur les z'émeutes 6

VILLE REPEINTE

Les interluttants refusent la fosse commune 9

LE POUVOIR DE LA RUE

Sortir de l'impasse 11

COCA LIBRE

Le poncho et la cravate 14

HÔTEL DES AMÉRIQUES

Les vautours sont de retour 15

NO LOGO

Histoire d'A 16

ANARCHO-FÉMINISME

Ephéméride anarchiste 18

LIBER... TERRE

Mais Malaurie

perd le contrôle... 19

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos,

Pierre Rouault, Sévy.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15,25 €

Abonnement de soutien : 23 €

Boite postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

e-mail : lecoquelicot@abri.org

site : lecoquelicot.abri.org

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : O. Alberola,

Bibas, Decibelle, Philippe Eidelvein,

Françoise, Ravachefolle, Rinam,

P. Saramon, Sévy.

Photos : Decibelle, Bibas, Sévy,

Ravachefolle.

Les articles sont sous la responsabilité

de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot